

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le **23 AVR. 2014**

Adresse postale

Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité Administrative – Bâtiment 1
Cours Jean Jaurès
84000 AVIGNON
(Entrée : Avenue du 7e Génie)

Affaire suivie par : Isabelle SARACCO

Tél. : 04.88.17.89.06 – Fax : 04.88.17.89.48

Courriel : isabelle.saracco@developpement-durable.gouv.fr

N° S3IC : 064.00463

Réf. : D-0064-2014-UT84-Sub2

SPR **517**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société AZUR DISTILLATION à MAUBEC.
Couverture des aires de fermentation de la plate-forme de compostage.

Réf. et P.J. : Courrier de l'exploitant du 15 mars 2014

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Sommaire

1 - Présentation de la société.....	2
2 - Couverture des aires de fermentation.....	2
3 - Autres éléments de contexte.....	4
4 - Propositions de l'inspection.....	4

1 - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

La société AZUR DISTILLATION, dont le siège social est situé 387, route de cavaillon, à COUSTELLET MAUBEC (84220), exploite une distillerie, implantée à la même adresse. Dans le cadre de cette activité, la société AZUR DISTILLATION exploite une plate-forme de compostage des déchets de la vinification, produits assimilés à la fraction fermentescible d'ordures ménagères (FFOM).

Cette activité est régulièrement autorisée par l'arrêté n° 29 du 3 avril 2006 complété par les arrêtés n° 14 du 5 mars 2007, n° 63 du 24 juillet 2008, n° 39 du 13 mai 2009 et n° SI2011-01-26-0010-DDPP du 26 janvier 2011.

Le site a fait l'objet de changements d'exploitant actés par les récépissés suivants :

- le récépissé de changement d'exploitant du 30 juin 2009 de la société AZUR DISTILLATION à la société UNION des DISTILLERIES de la MEDITERRANEE,
- le récépissé de changement d'exploitant du 9 juillet 2013 de la société UNION des DISTILLERIES de la MEDITERRANEE à la société AZUR DISTILLATION.

2 - RAPPEL DES FAITS

L'article 8.2.6 de l'arrêté n° 29 du 3 avril 2006 prescrit la couverture des aires de fermentation dans un délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté. Les aires auraient donc dues être couvertes depuis a minima fin 2008.

Cette prescription découlait des dispositions du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Vaucluse de 2002 qui prévoyait que la FFOM doit être compostée sous couvert (point H 2.2.2).

L'arrêté ministériel fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement a été signé le 22 avril 2008. Suite à sa parution, l'exploitant a réalisé une étude de mise en conformité de son installation en juin 2010. Cette étude mentionnait que l'exploitant avait réalisé une étude " odeurs " en 2007. L'étude concluait que malgré les dépassements mineurs des niveaux d'odeurs limites, ces niveaux d'odeurs n'engendraient pas de nuisances pour les habitations les plus proches situées à 200 mètres du site.

Par ailleurs, cette étude mentionnait : " L'obligation qui nous est faite de couvrir certaines aires ne pourra qu'améliorer cette situation en limitant les apports d'eau sur les andains en fermentation en période non souhaitée ". Ce qui confirme la pertinence de cette couverture.

Depuis 2008, le service d'inspection a réalisé une visite chaque année au cours desquelles la nécessité de couvrir les aires a été rappelée.

Par ailleurs, la rubrique n° 2780, compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères et assimilés, a été créée en 2009 et remplace la rubrique n° 2170. L'arrêté complémentaire n° SI2011-01-26-0010-DDPP du 26 janvier 2011 prend acte de cette évolution et prescrit à nouveau la couverture des aires de fermentation de la plate-forme de compostage sans accorder de délai supplémentaire de réalisation.

Il est à noter que l'exploitant n'a commencé à étudier la couverture des aires de fermentation que lorsqu'il a envisagé l'opportunité d'installer des panneaux photovoltaïques sur cette couverture.

Le POS de la commune de Maubec a été modifié en 2011 pour permettre la réalisation de la couverture des aires de fermentation.

Une visite de contrôle a été réalisée par le service de l'Inspection des installations classées le 24 mars 2011. Lors de celle-ci, les installations de compostage n'étaient toujours pas couvertes conformément au point 2.4 de l'article 2 de l'arrêté complémentaire n° SI2011-01-26-0010-DDPP du 26 janvier 2011 et aucun projet n'était prévu, car entre temps les règles dans le domaine de production d'électricité avaient changé, et plus aucune société n'était intéressée pour installer des panneaux photovoltaïques sur ce site.

En conséquence, sur proposition de l'inspection des installations classées, Monsieur le Préfet de Vaucluse a signé le 14 juin 2011 l'arrêté n° SI2011-06-14-0030-DDPP portant mise en demeure de couvrir les aires de fermentation avant le 14 août 2011.

L'exploitant a transmis en mars 2012 à l'administration des éléments en vue de mettre en place un bâchage des andains.

Une nouvelle visite de contrôle a été réalisée le 13 mars 2013 portant notamment sur la couverture des aires de fermentation du compost. Cette visite a permis de constater que les aires de fermentation n'étaient toujours pas couvertes de manière temporaire ou pérenne.

Lors de cette visite, nous avons informé l'industriel :

- que la solution technique de couverture par bâchage des andains ne nous semblait pas pérenne pour plusieurs raisons (difficultés techniques de mise en œuvre de cette solution, notamment vis-à-vis du retournement des andains, risque de formation de conditions anaérobies par manque d'aération, etc.), et que les arguments techniques avancés ne faisaient l'objet d'aucune justification,
- que cette solution pouvait cependant être envisagée temporairement le temps de la réalisation de la couverture,
- qu'il convenait, en réponse à l'écart formulé lors de la visite d'inspection, de s'engager à adresser à Monsieur le préfet de Vaucluse un dossier avec tous les éléments d'appréciation et des dates de réalisation.

Les éléments de réponse à la fiche écart du 21 mars 2013, transmis par l'exploitant par courrier du 29 avril 2013, ne font mention que de l'attente de la validation du nouveau permis de construire pour la couverture photovoltaïque et ne répondent donc pas aux engagements pris par l'industriel lors de notre visite.

Par mail du 27 juin 2013, l'inspecteur de l'environnement a donc demandé à la société AZUR DISTILLATION les éléments de chiffrage en sa possession pour la couverture. Aucun chiffrage ne nous a été transmis.

Après renseignement auprès d'une société compétente, il ressortait qu'un coût moyen pour une couverture de ce type est d'environ 150 € le m². La surface à couvrir est estimée à 6 000 m².

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées a proposé dans son rapport du 22 juillet 2013, d'engager une procédure de consignation d'une somme de 900 000 € TTC, somme qui répond du montant estimé pour respecter les prescriptions du point 2.4 de l'article 2 de l'arrêté complémentaire n° SI2011-01-26-0010-DDPP du 26 janvier 2011.

Il est à noter que le projet de couverture photovoltaïque est en instance depuis au moins 3 ans et qu'à aucune des différentes procédures engagées depuis 2011, l'exploitant n'a objecté ou transmis la moindre observation.

Suite à la proposition de consignation du 22 juillet 2013 de l'inspection, aucun élément complémentaire n'avait été transmis par l'exploitant excepté le courrier d'août 2013 par lequel il conteste le projet d'arrêté de consignation.

3 - REUNION DU 31/01/2014 A LA SOUS-PREFECTURE

Suite à la réception de ce courrier, une réunion a été organisée à la sous-préfecture d'Apt le 31 janvier 2014.

A l'issue de cette réunion, il a été décidé que la société AZUR DISTILLATION fournirait dans le délai d'un mois à l'inspection des installations classées tous les éléments permettant de conclure à l'efficacité du système proposé :

- automatisation de l'utilisation des bâches de recouvrement des aires de compostage,
- cas concrets exercés dans des situations similaires,
- proposition de calendrier de mise en conformité du site,
- une lettre d'engagement de déposer un permis de construire auprès de la mairie de Maubec.

Une nouvelle réunion, élargie à la commune de Maubec et au service instructeur des permis de construire de la Direction Départementale des Territoires, devait être ensuite programmée dans un délai de 6 semaines pour faire le point sur les propositions de l'exploitant.

4 – COURRIER DE REPONSE DE LA SOCIETE AZUR DISTILLATION

Suite à la réunion tenue en sous-préfecture, la société AZUR DISTILLATION nous a adressé le 15 mars 2014 un courrier de réponse de deux pages dont copie est jointe au présent rapport.

Dans ce courrier, elle cite le nom de quatre sociétés qui utilisent les bâches qu'elle proposait: seules deux les utilisent pour couvrir du compost, les deux autres les utilisant pour couvrir des plaquettes de bois. Il n'y a aucune photo ou aucun détail montrant comment ces sociétés mettent en œuvre ces bâches.

Ensuite le courrier ne traite plus que d'une société qui, comme nous l'avions dit, a développé en interne un outil pour la mise en place mécanique de ces couvertures. Une machine de ce type coûte environ 300 000 €. La société AZUR DISTILLATION conclut donc que le prix du matériel rend la solution inapplicable.

Elle écrit ensuite avoir cherché des solutions alternatives à l'emploi des bâches. Elle en indique une qui consisterait à mettre en place des « box » surmontés d'une couverture amovible analogue à celles utilisées sur les camions. Et elle précise que cela représenterait un investissement de 300 000 €.

Mais cette solution n'est pas plus développée que ne l'était celle concernant les bâches lors de notre réunion du 31 janvier 2014, et l'exploitant n'écrit pas qu'il a l'intention de la mettre en place.

Il affirme que la meilleure solution est celle qui consiste à construire un bâtiment, mais que pour l'instant subsiste le problème des règles d'urbanisme qui ne sont plus compatibles depuis la transformation du POS en PLU.

5 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Le courrier que nous avons reçu ne propose toujours pas :

- de solution concrète pour couvrir le compost,
- de calendrier de mise en conformité du site,
- d'engagement de déposer un permis de construire pour la couverture.

En résumé, il n'y a aucune avancée si ce n'est que la solution des bâches a été écartée.

Considérant ce qui précède, nous proposons de maintenir la procédure de consignation engagée.

En revanche, la somme consignée pourrait être ramenée au montant nécessaire pour mettre en place la solution la moins onéreuse, à savoir 300 000 €.

L'inspectrice de l'environnement,



Isabelle SARACCO

Pour la Directrice et par délégation,
Le Chef du Service Prévention des Risques



Thibaud NORMAND
Ingénieur des Mines

AZUR
DISTILLATION

387, route de Cavaillon
Coustellet - 84660 MAUBEC

Tél. 04 90 76 90 70

Fax 04 90 76 80 51

contact@azur-distillation.com

DREAL PACA	
Unité Territoriale de Vaucluse	
COURRIER ARRIVÉE	
18 MARS 2014	
RECEVÉ PAR	RECEVÉ PAR
SSIC	DICREO
Fait par	Fait par
ATTRIBUÉ A :	

Maubec, le 15 mars 2014.

m. en pub

DREAL PACA, Unité territoriale de Vaucluse
A l'attention de Mme Isabelle SARACCO et
M. Alain LAMBROUT
Service de l'Etat en Vaucluse
84905 AVIGNON CEDEX 09

Chère Madame, Cher Monsieur,

Suite à la réunion tenue en la Sous Préfecture d'Apt le 31 janvier 2014, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-après les éléments que nous avons pu rassembler concernant l'utilisation des bâches Lest'O qui assurent la couverture des zones de fermentation de notre aire de compostage de Maubec et qui semblent ne pas répondre à nos obligations réglementaires.

L'entreprise VERCOM qui commercialise ce matériel nous a transmis le nom de quatre utilisateurs de ce système. Il s'agit des sociétés suivantes:

Terralys Bordeaux (Gironde),
Siers (Creuse),
Sictoba (Ardèche),
Sundgau Compost (Haut-Rhin).

Les tailles de ces entreprises sont très variables; leur production de compost s'étale de 350 à 12 000 t par an. Certaines utilisent ces bâches pour sécher des plaquettes de bois (Sundgau et Siers), alors que d'autres les mettent en œuvre pour les fermentations de composts (notamment Terralys, 12 000 t / an et par plateforme; on ne connaît pas le nombre de plateformes exploitées). Enfin les bâches peuvent être utilisées pour abriter des composts arrivés à maturité, préalablement à leur criblage.

La société Terralys qui pratique le compostage en utilisant les bâches Lest'O qui permettent aux différents composés de respirer en interdisant à l'eau de pluie de pénétrer dans l'andain, a développé en interne un outil pour la mise en place mécanique de ces couvertures. Celui-ci n'est pas disponible sur le marché. Par contre, la société Backhus commercialise un engin qui assure la mise en place des bâches sur les andains. Mais le prix de cette machine est prohibitif (300 000 €). En investissant 500 000 €, on peut disposer d'un retourneur d'andains équipé d'un outil de mise en place des couvertures. Mais là encore, le prix du matériel rend la solution inapplicable.

AZUR DISTILLATION

Les Distilleries Coopératives des Vignerons du Grand Sud
Société Coopérative Agricole

SIRET: 419 706 023 00019 - APE: 1101Z - TVA: FR 75 419 706 023 - RCS AVIGNON 98 D 310 - AGRÉMENT N° 2733

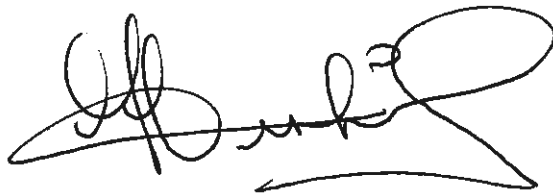
Sauf à développer en interne une telle mécanique assurant la mise en place des bâches, il est peu probable que nous puissions pratiquer de la sorte sur notre aire de compostage.

Nous avons donc recherché des solutions alternatives à l'emploi des bâches. Il est possible de mettre en place des "box" surmontés d'une couverture amovible type Cramaro (analogue aux bâches de camions). L'ouverture et la fermeture de ces couvertures sont mécanisées. Un box ainsi constitué de dimensions 20 m x 5 (15 m x 5 utiles) coûte 50 000 €. Dans notre cas particulier, c'est environ 6 box qu'il faudrait mettre en place. Il en résulte un investissement de 300 000 €.

Compte tenu des remarques de Monsieur le Sous Préfet qui a bien mis en évidence le rôle pédagogique de l'Administration aussi bien vis-à-vis des industriels qu'envers la population et le souci de notre coopérative de s'insérer **durablement** dans le tissu économique de l'agglomération de Coustellet, nous pensons, depuis quelques temps déjà, que la solution à **terme**, est effectivement la construction d'un bâtiment sur le modèle de celui que nous envisagions dès 2007 et qui n'a pu être érigé consécutivement à des blocages rencontrés, d'abord vis à vis des contraintes de construction, puis ultérieurement pour des raisons économiques découlant de l'évolution de la politique générale concernant le photovoltaïque. Demeure le problème des règles d'urbanisme de la commune que nous avons évoqué avec Monsieur le Maire. Les modifications de celles-ci devraient entrer en application à brève échéance, en tout état de cause à la suite de l'élection de la nouvelle municipalité dans les semaines qui viennent. Dans l'intervalle, le financement de cette investissement est également à mettre en place et ceci n'est pas la plus mince des affaires à résoudre.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre courrier et dans l'attente de notre prochaine rencontre, nous vous prions d'agréer, Chère Madame, Cher Monsieur, l'assurance de notre très haute considération.

Le Directeur Général,
Jean-Claude ANTHOINE.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JC Anthoine', with a long horizontal stroke extending to the right.